

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Saint-Lo-50-les-manifestants-anti-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **Saint-Lô (50) : les manifestants anti-nucléaire réclament l'arrêt du chantier de l'EPR**

30 septembre 2017

Saint-Lô (50) : les manifestants anti-nucléaire réclament l'arrêt du chantier de l'EPR



Près de 500 manifestants ont défilé ce samedi 30 septembre dans les rues de Saint-Lô, dans la Manche, pour manifester contre l'EPR de Flamanville et la ligne à très haute tension (THT) à l'appel du collectif anti-nucléaire Ouest (regroupant

Normandie, Bretagne et Pays de la Loire).◆

Le collectif anti Nucléaire Ouest avait appelé ses sympathisants à manifester à Saint-Lo ce 30 septembre pour "l'abandon du chantier" de l'EPR qu'il qualifie de "désastreux". Pour le collectif, les problèmes de la cuve et le coût du chantier justifient cet arrêt. Près de 500 personnes ont répondu à l'appel.

Dans un communiqué de presse, Europe-Ecologie les Verts (Manche) demandait également "l'arrêt du chantier de construction de l'EPR qui est plus que jamais une impérieuse nécessité. Les élu-e-s et militant-e-s d'Europe Écologie Les Verts, mobilisés depuis longtemps contre le nucléaire, seront présents et appellent les citoyens à participer massivement ".

Source : Paris-Normandie (30+9/2017)

<https://www.paris-normandie.fr/breves/normandie/nucleaire-plusieurs-centaines-de-personnes-defilent-contre-l-epr-de-flamanville-HB11013325>

Nucléaire. Plusieurs centaines de personnes défilent contre l'EPR de Flamanville

Plusieurs centaines de personnes ont défilé samedi 30 septembre dans l'après-midi dans les rues de Saint-Lô pour protester contre la construction du réacteur EPR de Flamanville (Manche) dont le couvercle de la cuve a été jugé défectueux.

La manifestation a réuni 900 personnes selon la police et 2.000 selon les organisateurs. Aucun incident n'a été signalé.

Les manifestants ont accroché des passoires devant le bâtiment de la préfecture de la Manche symbolisant la cuve défectueuse de ce réacteur de nouvelle génération, selon Alain Rivat, porte-parole du collectif anti-nucléaire Ouest.

"Il s'agit d'un scandale d'Etat. On risque de mettre en activité un réacteur dont on sait par avance qu'il est dangereux", a dénoncé le militant. "Le jour où il y aura un accident, on saura où trouver les responsables", a-t-il ajouté.

A la suite de la découverte d'anomalies sur la cuve du réacteur, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a demandé début juillet à EDF de changer son couvercle d'ici à fin 2024 et d'effectuer des contrôles supplémentaires sur la cuve lorsqu'elle fonctionnera.

“Tant que le chantier ne sera pas arrêté, on va continuer à se mobiliser”, a prévenu M. Rivat.

Depuis son lancement en 2007, ce chantier, qu’EDF présente toujours comme une vitrine pour vendre des EPR à l’étranger, a connu de nombreux déboires. Son coût a plus que triplé, à 10,5 milliards d’euros. Il devait initialement démarrer en 2012.